

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne saurais répondre à cette question à l'appel de l'ordre du jour, monsieur l'Orateur. Nous avons eu des pourparlers avec d'autres gouvernements du Commonwealth sous l'angle des intérêts du Commonwealth quant à cette très importante question au sein du Commonwealth et au Conseil de sécurité, parce que cette question sera soumise au Conseil.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

DUMPING DE POTASSE CANADIENNE AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je répondrai à la question à laquelle je me suis engagé, hier, de répondre aujourd'hui. Le député de Melville avait demandé quelle mesure nous prenions au sujet du prétendu dumping de potasse canadienne. Nous sommes au courant de l'enquête anti-dumping qu'effectue la Trésorerie américaine. Cette enquête en est encore à l'étape préliminaire. Nous sommes en rapport avec les sociétés intéressées et nous leur avons fourni tous les renseignements pertinents au sujet des règlements et de la procédure anti-dumping appliqués aux États-Unis. Je le répète, ceci n'est que l'étape préparatoire et je tiendrai la Chambre au courant des événements.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Puis-je poser une question complémentaire au sujet des règlements anti-dumping? Le ministre du Commerce n'est-il pas au courant des prix exigés par les producteurs canadiens? Dans ce cas, pourquoi attend-il les résultats d'une enquête des États-Unis?

M. l'Orateur: A mon avis, cette question, elle aussi, prête à controverse.

[Français]

LA CONSTITUTION

ON SUGGÈRE L'INSTITUTION D'UN COMITÉ POUR ÉTUDIER LE PROBLÈME DE LA CONSTITUTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Je voudrais lui demander s'il considérerait la possibilité de recommander la formation d'un comité de la Chambre pour étudier le problème de la constitution au Canada?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Cette question, ou une semblable, a été [M. Macquarrie.]

posée hier. Je ne puis rien ajouter à ce que j'ai dit alors.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gordon L. Fairweather (Royal): Ma question s'adresse au premier ministre. Le très honorable représentant aurait-il recours à ses talents indiscutables dans le domaine des réconciliations internationales pour nous assurer que le secrétaire d'État pourra bientôt reprendre sa place attitrée à la Chambre?

M. l'Orateur: La question est déplacée. (Exclamations)

LES AFFAIRES INDIENNES

LA MODIFICATION DE LA DÉSIGNATION DES INDIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Étant donné que beaucoup d'Indiens au Canada veulent qu'on les appelle des citoyens canadiens et qu'on les estime tels, l'honorable représentante voudrait-elle s'entretenir avec son collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, pour savoir s'il y aurait moyen d'inclure, dans les modifications qui se préparent à la loi sur les Indiens, une appellation qui permettrait aux indigènes d'être mis sur le même pied que les autres Canadiens.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

LES CÉRÉALES

LA SASKATCHEWAN—LA FIXATION D'UN CONTINGENT ET LA MISE EN CIRCULATION DE WAGONS COUVERTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lawrence Watson (Assiniboia): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce en sa qualité de responsable de la Commission canadienne du blé. Peut-il nous dire quand un contingent général sera fixé pour la Saskatchewan, et quand on mettra des wagons couverts en circulation pour le transport des céréales? Monsieur l'Orateur, permettez-moi de préciser un point en particulier: Radville, en Saskatchewan, souffre beaucoup de la situation actuelle.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je puis répondre au sujet de Radville, mais nous devrions peut-être attendre quelques instants; je pourrai donner des explications plus détaillées lorsque la Chambre sera formée en comité.